

PROJETS  
PROJETS

PROJEKTEN  
PROYECTOS

## **Le développement du monde rural par les Centres d'appui — L'exemple de Musambira (Rwanda)**

S. Switten et J. Hitimana

### **I. PREAMBULE**

Le développement, pour une émancipation réelle et rapide sur tous les plans, des nations du Tiers-Monde est, sans conteste, l'une des grandes aventures de l'humanité en cette seconde moitié du siècle. Beaucoup d'espairs y ont été placés et beaucoup de déceptions et de désillusions en sont nées. Pourtant, au delà des apparences et d'évidences trompeuses, des succès importants ont été enregistrés un peu partout, notamment dans les domaines de la formation et de l'éducation, de la santé publique, des communications, de l'industrialisation, etc.

Dans le domaine du développement agricole, au centre de la plupart des préoccupations des différents acteurs, les succès furent moins probants, malgré une réorientation des programmes après les indépendances. Dans les meilleurs des cas, les productions agricoles purent tout juste suivre tant bien que mal la croissance démographique mais, le plus souvent, elles furent et restent nettement insuffisantes pour assurer le minimum vital à de larges couches de populations.

Il ne nous appartient évidemment pas ici de déterminer les causes de cet échec relatif, le sujet ayant été débattu tout au long de ces vingt dernières années et disséqué dans des milliers de livres et d'articles, sans qu'une solution probante et définitive soit apportée à ce problème.

Ceci tient au fait, notamment, que les conditions varient très fort d'un continent à l'autre, d'un pays à l'autre, d'une région à l'autre même. Il faut aussi tenir compte des traditions sociales, des choix politiques, philosophiques et économiques, du poids de l'histoire ancienne et récente, des contraintes externes et internes.

Deux raisons fondamentales peuvent cependant, à notre avis, être avancées pour expliquer, au moins partiellement, cette situation.

1. L'erreur de croire que le développement de l'agriculture seule était la priorité absolue, indépendamment des autres secteurs de la vie économique et sociale et qu'on allait rapidement s'orienter vers une agriculture de type européen, vouée à la production intensive et à la valorisation, au sens large, des produits.

Or, dans la plupart des pays d'Afrique pendant la période coloniale, il existait, grosso-modo, deux types d'agriculture

— celle basée sur la production, souvent par de grandes plantations, de denrées d'exportation huiles, caoutchouc, café, sucre, fibres, etc.

Elle disposait de moyens importants, notamment en matière de capitaux, de services de recherche, de transformation et de commercialisation .

— celle basée sur la subsistance des populations, et il s'agissait alors surtout d'autosubsistance ou du ravitaillement des quelques centres urbains et des régions minières.

Il y avait souvent peu de relations entre les deux formes d'agriculture.

Si, après les indépendances, un effort fut fait pour encourager l'agriculture vivrière, il faut bien reconnaître que ces efforts furent insuffisants et souvent désordonnés. Croire qu'on allait renverser la tendance en aussi peu de temps était un leurre, d'autant plus que la plupart des gouvernements ont continué à favoriser l'agriculture de rentes pour financer le développement non agricole et que la fourniture de moyens importants à l'agriculture vivrière et paysanne n'est pas souvent considérée comme rentable au sens financier du terme.

2. L'erreur de croire qu'il suffisait d'investir dans l'agriculture pour provoquer un développement du monde rural. Ces investissements, souvent massifs et à coups de millions de dollars, se firent par le biais de grands projets ambitieux qui voulaient prendre en charge le développement de régions entières, souvent sous la forme de projets

\* AGCD Place du Champ de Mars 5, Bte 57, B 1050 Bruxelles

de développement rural intégré (D.R.I.). Or, à de rares exceptions près, non seulement ces projets n'atteignent pas, et souvent de loin, les objectifs assignés, mais ils créent trop souvent des situations dommageables pour les pays bénéficiaires : endettement lourd, mise en place d'infrastructures importantes, presque impossible à faire fonctionner sans aide extérieure et dont l'impact sur le développement rural est plus que douteux.

S'il est sans doute nécessaire d'entreprendre des actions d'envergure pour déclencher et soutenir le développement rural, il faut cependant les repenser à la lumière de ce qui s'est fait, tirer les leçons des échecs par la détermination des causes et mettre au point des stratégies mieux adaptées. Mais ce n'est pas notre propos ici.

Les actions de petite envergure peuvent aussi contribuer à enclencher la dynamique, à un niveau modeste certes, souvent peu spectaculaire mais avec une efficacité remarquable dans bon nombre de cas. En fait, on pourrait comparer, aux nuances près, les projets de développement rural aux entreprises des pays industrialisés, où l'on oppose souvent les grands ensembles industriels aux P.M.E., alors qu'ils doivent se compléter, la puissance des uns devant s'allier à la souplesse des autres.

Parmi les actions et projets de petite envergure, les centres d'appui ont une place importante et représentent, à notre avis, une voie intéressante à encourager.

## II. LES CENTRES D'APPUI

On pourrait définir un centre d'appui comme un organisme installé en milieu rural (mais on pourrait en imaginer en milieu urbain pour d'autres formes de développement : commerce, artisanat, santé...) au niveau le plus proche possible de la population qu'on veut aider (commune, p.ex.) et qui a pour but d'apporter une série de services au monde rural pour assurer son développement et son progrès.

Les avantages d'une telle formule sont multiples.

1. La gestion est très souple et le centre est bien adapté au milieu où il doit travailler, tout en s'intégrant dans les programmes des services officiels. Ces centres peuvent notamment servir de relais entre divers organismes de grandes dimensions et le milieu rural, dans les domaines suivants : diffusion d'espèces animales, de semences sélectionnées et de matériel végétal, de produits et matériels techniques, applications de méthodes et produits issus de la recherche agronomique, etc.

Les changements rendus nécessaires par l'évolution des situations peuvent se faire rapidement en raison des petites dimensions de ces centres.

2. L'action à entreprendre en milieu rural se fait en fonction d'abord des réalités locales, au contact direct de la population, avec le concours de ceux qui sont concernés et intéressés.

3. Les services rendus à la population sont rapides, efficaces et économiques au sens vrai du terme : pas d'exploitation de la masse paysanne, mais pas de charité non plus.

4. Un tel centre permet de former les agriculteurs, mais aussi les cadres chargés de la gestion, d'intéresser la population et ses représentants au bon fonctionnement du Centre, à son évolution au service de tous.

5. Des expériences simples mais intéressantes, des petits essais limités, mais directement applicables dans le milieu rural, peuvent être conduits dans ces centres.

6. Enfin, après une indispensable période de rôdage, d'adaptation plus ou moins longue pendant laquelle une aide extérieure sera nécessaire, un tel centre pourra s'autofinancer, créer des emplois et devenir ainsi le cœur vivant de sa région.

## III. LE CENTRE D'ELEVAGE DE MUSAMBIRA

### A. BREF HISTORIQUE

Le Centre d'Élevage de Musambira fut créé dans le cadre du jumelage des communes Woluwe-Saint-Pierre (Belgique) et Musambira, en préfecture de Gitarama.

Il fut d'abord géré par l'A.I.D.R qui y mit en place une série de bâtiments et d'installations diverses surtout destinés à l'élevage avicole. Les actions menées consistaient surtout en diffusion d'animaux (poules pondeuses, lapins, canards), en encadrement des éleveurs, en aide à la commercialisation, etc.

En 1980, la gestion du Centre fut confiée au Minagri et les coûts de fonctionnement d'une phase transitoire vers l'autofinancement (jusqu'à la fin de l'exercice 1982) furent assurés par le Fonds Blé belge, sous l'égide du Miniplan, pour un total de 3.400.000 FRw. Ce même Fonds Blé assura le financement d'un investissement supplémentaire pour un total de 3.000.000 FRw.

Nous n'avons pas le détail des montants qui furent consacrés au paiement des investissements d'installation initiale, mais on peut estimer que la création d'un centre identique coûterait environ de 15 à 20 millions FRw.

## B. LES ACTIVITES DU CENTRE

### 1. Diffusion de volaille

Cette action est le thème principal, jusqu'à présent du moins, du programme du centre. Ceci s'explique par le fait que la commune de Musambira et la région environnante se trouve le long de l'axe routier Kigali - Gitarama - Butare, à environ 40 km de Kigali et une dizaine de kilomètres de Gitarama.

La commercialisation des œufs y est facile, une bonne partie étant drainée vers les centres urbains de Gitarama et surtout de Kigali. Ce thème est donc particulièrement mobilisateur en raison des bénéfices retirés par les éleveurs. De plus, c'est un élevage relativement facile quand quelques précautions élémentaires sont prises, et qui rapporte assez rapidement, les premières pontes survenant vers l'âge de cinq mois. Le revenu est également régulier, puisqu'il s'étale sur un cycle de ponte qui dure environ un an.

Pour promouvoir l'élevage de la volaille de ponte, quelques conditions doivent être remplies

a) Fournir aux éleveurs une race ayant de bonnes performances et valorisant bien les aliments concentrés distribués, tout en gardant une bonne rusticité pour résister aux conditions de vie dans le milieu rural. C'est la race Rhodes Island Red (R.I.R.) qui a été choisie en raison de ses bonnes caractéristiques.

Il sera sans doute possible et nécessaire d'utiliser plus tard des hybrides de ponte, mais il faudra, bien entendu, trouver d'abord les lignées les mieux adaptées. Le but du Centre d'élevage de Musambira est de former pour le moment des éleveurs initiés à des méthodes plus modernes d'élevage avicole et qui seront à même de progresser en utilisant du matériel plus performant.

b) Garantir aux éleveurs la fourniture régulière des volailles, notamment le remplacement des poules réformées après un cycle de ponte. Le Centre d'élevage de Musambira possède des installations capables d'accueillir au minimum 10.000 poussins par an (soit 1.000 par mois ou 2.000 tous les deux mois). Pour le moment, le centre est tributaire du C.N.P.E. de Kabuye pour ses importations, mais on peut espérer la création d'un Centre national de production de poussins de un jour dans les deux ou trois ans à venir, dans la région de Kigali.

Ce Centre approvisionnerait alors les stations-relais dans tout le pays.

c) Garantir la fourniture régulière de provendes équilibrées, à un coût abordable, aux éleveurs qui le désirent. Le Centre d'élevage de Musambira est en mesure de produire les quantités et qualités nécessaires, ainsi qu'on le verra plus loin.

### 2. Autres animaux

Si la volaille de ponte reste l'activité principale du Centre d'élevage de Musambira et le restera vraisemblablement encore longtemps, les autres espèces ne sont pas oubliées pour autant.

Un noyau de reproduction de lapins a été reconstitué au cours du second trimestre de 1983, après abandon temporaire de cette espèce et élimination des souches dégénérées par vieillissement et consanguinité. Le noyau se compose de 11 animaux achetés au C.N.P.E. de Kabuye :

7 de race néo-zélandaise (5 F et 2 M)

4 de race californienne (3 F et 1 M)

Les premières naissances ont eu lieu au cours du troisième trimestre et les premières diffusions se feront au début de l'exercice 1984. Cette diffusion sera accompagnée par une aide aux éleveurs, par la vente de provendes p.ex., mais aussi par des conseils aux éleveurs sur l'habitat adéquat des lapins, cause courante d'échecs dans ce type d'élevage.

Le Centre d'élevage de Musambira commence aussi à s'intéresser à l'élevage porcin, il a acquis auprès du C.N.P.E. un verrat de race Large-White qui est mis à la disposition des éleveurs pour la saillie de leurs truies. Ces saillies sont payantes, mais le prix demandé, 200 francs, est plus de deux fois moins cher que celui demandé en milieu rural. L'expérience vient de commencer et rencontre déjà un succès certain. En outre, le Centre d'élevage de Musambira pourra également aider les éleveurs à améliorer leurs techniques, notamment par la fourniture de provendes adaptée pour les phases les plus délicates de l'élevage porcin : truies en gestation et surtout en lactation, porcelets au sevrage.

D'autres élevages peuvent être envisagés dans un proche avenir

- diffusion de palmipèdes (canards de Barbarie et Oies) issus du Centre d'élevage de palmipèdes de Kajevuba,
- amélioration des espèces caprine et ovine par l'utilisation de géniteurs améliorés lorsque ceux-ci seront disponibles;
- amélioration de la race bovine; lorsque le Centre d'insémination artificielle de Songa sera opérationnel, le Centre d'élevage de Musambira pourra devenir une station relais pour l'utilisation de la semence.

### 3. Provenendes

Le Centre d'élevage de Musambira dispose actuellement de deux moulins actionnés par des moteurs diesel (dont un récent à deux cylindres) pour la mouture des céréales et autres matières premières. Le Centre est, de ce fait, en mesure de fabriquer diverses provenendes, en fonction de ses besoins propres, mais aussi des besoins des éleveurs du milieu rural.

Pour le moment, le Centre fabrique lui-même, à partir de matières premières qu'il essaie de trouver au maximum sur place, cinq types de provenendes :

- poussins : pour ses besoins propres;
- croissance pour ses besoins propres et la vente aux éleveurs;
- ponte : pour la vente aux éleveurs surtout;
- lapins : pour ses besoins propres;
- chair : pour ses besoins propres.

D'autres provenendes peuvent être fabriquées à la demande, pour les vaches laitières ou les porcs p.ex.

Les provenendes sont actuellement vendues au prix de 26 francs le kg, ce qui est abordable pour les éleveurs et laisse en outre une marge d'environ 2 à 3 francs le kg pour le Centre.

Depuis la reprise des activités, et jusqu'au 30 septembre 1983 (soit 21 mois), le Centre a fabriqué 28,9 tonnes de provenendes diverses, dont 14,4 tonnes ont été vendues dans le milieu rural. Actuellement, le rythme de production est de 2 à 2,5 tonnes par mois, dont 60% sont vendus dans le milieu rural. L'acquisition d'un nouveau moulin à plus grand débit, de meilleures disponibilités financières (fonds propres) pour l'acquisition des matières premières, l'augmentation du nombre de volailles performantes en milieu rural, la diversification des élevages, tous ces facteurs permettront dans un tout proche avenir d'accroître considérablement les capacités de production et de vente du Centre.

La fabrication sur place des provenendes permet également au Centre de mieux s'intégrer au milieu rural qu'il veut servir. En effet, une bonne partie des matières premières entrant dans la composition des farineux peuvent être trouvées sur place : céréales (maïs et sorgho), protéagineux (soja et, peut-être plus tard, haricots, pois, tournesol) et sous-produits divers (sang et os surtout).

Ainsi, dans cette région où le maïs est peu cultivé, le Centre a diffusé auprès de quelques agriculteurs une centaine de kilos de graines sélectionnées, en garantissant le rachat à la récolte à un prix un peu plus élevé que celui du marché à ce moment. Si cette action marche comme nous l'espérons, l'expérience pourra être étendue à d'autres agriculteurs et à d'autres espèces végétales. De véritables liens d'association où chaque partie trouvera son intérêt, vont ainsi se tisser entre le C.E.M. et les fermiers de la région, ce qui permettra en outre de favoriser la pénétration et l'utilisation de techniques plus intensives de production agricole telles que l'emploi des semences sélectionnées, l'application de fumures, etc., domaines dans lequel le centre pourra jouer un rôle d'animateur.

La récolte des sous-produits, en raison de leur caractère particulier, se fera par une autre voie. Dans le cadre des investissements réalisés pour assurer la viabilité du Centre, une petite tuerie simple est actuellement en voie d'achèvement dans le Centre communal de Musambira, à proximité immédiate du Centre d'élevage. Cette installation aura évidemment pour but d'assainir le marché de la viande, de le développer et d'améliorer les rentrées monétaires pour le budget communal. Mais cela permettra surtout au centre de récolter le sang (perdu jusqu'à présent) et les os pour en faire des farines de haute valeur qui seront incorporées dans les rations.

### 4. Essais

Le centre d'élevage de Musambira n'a aucunement l'ambition, ni les moyens d'ailleurs, de devenir une station de recherche scientifique. Cependant, nous avons estimé que quelques petits essais pouvaient être menés pour mieux servir le milieu rural.

Depuis le début de cette année, un essai d'alimentation des pondeuses a été lancé. Il a pour but essentiel de tenter de trouver une ration la plus performante au moindre coût possible, à partir de différents produits locaux. Les détails et premiers résultats de ces essais seront décrits dans un chapitre suivant.

D'autres petits essais peuvent être envisagés dans l'avenir, tels que l'incorporation de farine de sang dans la ration des pondeuses pour économiser les tourteaux, l'utilisation des graines de tournesol, le broyage simple des céréales, etc.

Chaque problème posé par le développement du monde rural, quel qu'il soit, devrait pouvoir trouver sa solution après une petite étude appropriée.

## 5. Autres activités

Si les activités liées à l'élevage sont très importantes dans le Centre, elles ne sont cependant pas les seules. On notera par exemple.

- diffusion de matériel végétal tels que boutures de plantes fourragères, plants forestiers, semences de cultures potagères;
- mise à la disposition de la Commune d'une partie des terrains du Centre pour la production de semences sélectionnées;
- fabrication de matériel d'élevage (arches mobiles, clapiers, mangeoires, pondoirs, etc.) pour la vente en milieu rural,
- location du moulin pour la mouture des céréales;
- aide à la commercialisation des produits d'élevage (œufs surtout, mais aussi volailles de réforme) par la recherche de marchés réguliers et rémunérateurs; le Centre incite cependant les éleveurs à essayer de commercialiser eux-mêmes leurs produits ce qui se fait facilement actuellement;
- encadrement des éleveurs par des tournées régulières dans les exploitations, la solution des problèmes de santé animale, la diffusion d'informations et conseils, l'incitation à l'organisation progressive des éleveurs, etc.

## C. QUELQUES RESULTATS TECHNIQUES

### 1 Elevage des volailles

Les volailles sont achetées par le Centre sous forme de poussins RIR de un jour, actuellement importés d'Europe par le biais du C.N.P.E. Les poussins sont élevés sous éleveuses à pétrole jusqu'à l'âge de deux mois environ. A ce moment, le sexage a été fait et les poulettes sont vendues aux candidats éleveurs, de même que quelques coquelets de reproduction. Les coquelets non destinés à la vente en milieu rural sont élevés pendant environ un mois pour être vendus à Kigali sous forme de poussins de boucherie, à un poids de 500 g de carcasse environ. Ce marché est actuellement très rémunérateur et permet au Centre d'élevage de Musambira d'accélérer la rotation des animaux en occupant mieux les locaux et de faire un bénéfice sur la vente des animaux.

Depuis la reprise du Centre en janvier 1982 et jusqu'au 30 septembre 1983 (derniers chiffres complets disponibles), les paramètres zootechniques suivants ont pu être observés sur trois lots importés.

#### 1.1. Pertes

Lot n° 1 72 pertes sur 442 poussins, soit un taux de 16,3%.

Lot n° 2 36 pertes sur 854 poussins, soit un taux de 4,2%.

Lot n° 3 66 pertes sur 1.060 poussins, soit un taux de 6,2%.

Le taux moyen de pertes sur les trois lots est de 7,4% qu'on peut considérer comme satisfaisant, compte tenu des conditions d'élevage (chauffage au pétrole, poussins importés parfois victimes de stress, rations alimentaires faisant le moins possible appel à des ingrédients sophistiqués)

Les pertes du premier lot furent importantes en raison de l'inadéquation des locaux (manque d'espace et d'aération) et d'une carence alimentaire. Ceci fut corrigé par la suite, ce qui permit d'améliorer sensiblement les résultats (5,3% de pertes sur les lots 2 et 3, soit pratiquement un taux idéal)

#### 1.2. Consommation en aliments

Pour les lots 1 et 2, la consommation a été calculée jusqu'à l'âge de 49 jours (7 semaines), pour le lot n° 3, la consommation a été calculée jusqu'à l'âge de 61 jours (presque 9 semaines), ce lot ayant été vendu à un âge plus avancé.

— Lot n° 1. 662 kg d'aliments ont été consommés par un nombre moyen d'animaux de 405, soit 1,63 kg/animal, soit 33,3 g par animal et par jour

— Lot n° 2. 1.369 kg d'aliments ont été consommés par un nombre moyen d'animaux de 824, soit 1,66 kg/animal et 33,9 g/animal/jour

— Lot n° 3. 2.202 kg d'aliments ont été consommés par un nombre moyen d'animaux de 915, soit 2,41 kg/animal et 39,5 g/animal/jour

Ces indices nous paraissent très satisfaisants, le «Memento Avicole» signalant des consommations moyennes de 1,73 kg à 2,18 kg, selon les races, à l'âge de 7 semaines et 2,7 à 3,2 kg à l'âge de 9 semaines.

Pour les coquelets, nous n'avons des résultats complets que pour les lots 1 et 3. Les premiers ont été vendus à l'âge de 118 jours (près de 4 mois) sous forme de poulets. Les seconds ont été vendus à l'âge de 82 jours (moins de 3 mois) sous forme de poussins de chair.

Lot n° 1: 1 752 kg d'aliments pour une moyenne de 280 animaux, soit 6,26 kg/animal et 53 g/animal/jour; l'indice de consommation (I.C.) était de 4.

Lot n° 3: 2 636 kg d'aliments pour une moyenne de 750 animaux, soit 3,51 kg/animal/et 43 g/animal/jour; l'I.C. était de 3,8.

### 1.3. Consommation en pétrole

La moyenne observée s'établit de 0,15 à 0,20 l par poussin.

### 2. Les essais d'alimentation des pondeuses

Ces essais simples ont pour but essentiel d'essayer de trouver des rations équilibrées au moindre coût possible, ceci afin de permettre aux éleveurs de la région d'abaisser autant que possible le prix de revient des œufs produits et commercialisables.

Deux groupes ont été constitués, l'un ayant démarré sa ponte en avril 1983 et l'autre en octobre 1983. Chaque groupe est divisé en quatre lots d'une dizaine de poules chacun.

Une ration différente est servie à chacun des lots.

I. Ration pondeuse fabriquée par le Centre-Témoin.

II. Ration comprenant 30% de drêche de sorgho, sous-produit largement répandu dans les exploitations rurales.

III. Ration sans tourteau de coton (importé, son approvisionnement peut devenir irrégulier), remplacé par des haricots et des pois, en plus du soja.

IV. Ration semblable à la ration témoin, mais où la céréale (sorgho) est distribuée non moulue.

Les poules sont élevées en claustration totale, mais reçoivent de la verdure à volonté (Desmodium surtout).

Les chiffres donnés ci-après ne concernent que les résultats du premier groupe, le second n'étant entré en ponte que depuis peu.

Lots	Résultats	A	M	J	J	A	S	O	Totaux et moyennes	Ration I = 100
I	Œufs récoltés	48	208	244	222	153	176	176	1 227	
	Taux ponte %	18,2	61	73,9	65,1	44,9	53,3	51,6	53,9	100
	Aliments/œuf en g	292	198	164	186	269	227	234	211	
II	Œufs récoltés	26	199	179	202	125	126	170	1 027	
	Taux ponte %	9,1	58,4	54,2	59,2	36,7	38,2	49,9	48,1	83,7
	Aliments/œuf en g	538	207	223	204	330	317	243	252	
III	Œufs récoltés	60	142	178	201	109	142	120	952	
	Taux ponte %	27,3	41,6	53,9	58,9	32,0	43,0	35,2	42,6	77,6
	Aliments/œuf en g	233	290	224	205	378	281	344	272	
IV	Œufs récoltés	84	165	70	135	113	126	129	822	
	Taux ponte %	27,3	48,4	21,2	39,6	33,1	38,2	37,8	35,4	67,0
	Aliments/œuf en g	167	250	570	305	365	317	320	315	

Le taux de ponte moyen obtenu avec notre aliment témoin peut être considéré comme satisfaisant (195 œufs jusqu'à présent, calculé sur une période de 360 jours). Il pourrait cependant être accru en améliorant la qualité de la ration, par une adjonction de farine de sang p. ex., quand celle-ci sera disponible.

Dans cet essai, le coût d'intervention de l'aliment dans le prix de revient de l'œuf est de 5,5 F, soit 55% du prix de vente.

Dans le lot n° 2, les résultats restent satisfaisants, surtout si l'on considère que le coût de la ration est abaissé de 30% par l'adjonction de drèches de sorgho considérées comme gratuites dans les exploitations. Le coût d'intervention est alors de 4,5 F par œuf produit. On peut continuer cet essai en modifiant les taux d'incorporation des drèches et, peut-être, en améliorant la récolte et la conservation des drèches.

Dans le lot n° 3, les performances deviennent insuffisantes et le coût d'intervention de l'aliment monte à 7,2 F par œuf produit. La voie est cependant intéressante et il conviendrait de faire les essais suivants :

- diversification des protéines par un apport de graines de tournesol et/ou de farine de sang.
- chauffage de graines de légumineuses pour éliminer les toxines.

Enfin, le lot n° 4 a donné les moins bons résultats, le coût d'intervention de l'aliment montent alors à plus de 7,5 F par œuf produit, même en tenant compte de l'économie apporté par la non mouture de la céréale. Ce faible taux de ponte est peut-être dû à la dépense supplémentaire d'énergie que la volaille doit effectuer pour broyer elle-même les graines dans son tube digestif. Il serait peut-être quand même intéressant de refaire un petit essai en broyant légèrement les graines (opération qui peut être faite dans les exploitations) et en changeant de céréale de base (maïs broyé au lieu de sorgho).

### 3. Diffusion des volailles

Nombre d'éleveurs	Musambira	Nyamabuye	Taba	Mushubati	Divers
Ayant de 1 à 10 poules	5	10	2	7	6
Ayant de 11 à 20 poules	19	15	3	2	7
Ayant de 21 à 50 poules	—	1	—	—	1
Totaux	24	26	5	9	14

Soit au total 78 éleveurs ayant 1 031 poules.

La diffusion continue encore bien entendu, car la zone est loin d'être saturée. En effet, selon les derniers recensements disponibles, la zone d'action du centre comprend au moins 44 000 volailles. La diffusion annuelle de 5 000 poulettes environ ne représenterait donc que 10% à peu près du cheptel existant. Et les animaux doivent être remplacés chaque année pour garder des performances acceptables.

Pour ce qui est des productions, on peut estimer à 71 000 œufs environ ce qui a été produit dans la zone depuis les premières pontes (décembre 1982) jusqu'à octobre 1983. Sur ce total, environ 58 000 ont été commercialisés (à peu près 80% de la production), le reste étant autoconsommé.

Dans le tableau suivant, on trouvera les résultats enregistrés chez 5 éleveurs ayant acquis des poules du centre d'élevage de Musambira. Les données n'ont pu être enregistrées qu'à partir du mois de mai 1983.

Nombre de poules	Date naissance	Date 1 <sup>re</sup> ponte	Résultats							Totaux et moyennes
				M	J	J	A	S	O	
19	2- 7-82	19-12-82	Œufs	446	358	395	152	126	334	1 811
			Taux ponte %	71,9	60,6	67,1	25,8	22,1	56,7	51,3
20	2- 7-82	25-12-82	Œufs	444	313	313	147	200	29	1 446
			Taux ponte %	71,6	52,2	56,1	27,9	39,2	6,7	44,5
20	29-10-82	28- 5-83	Œufs	8	137	136	224	243	154	902
			Taux ponte %	10,0	22,8	21,9	36,1	40,5	24,8	28,9
9	29-10-82	29- 3-83	Œufs	157	218	201	124	125	n.c	825
			Taux ponte %	56,3	80,7	72,0	44,4	46,3	—	60,3
9	29-10-82	27- 4-83	Œufs	97	164	145	145	139	120	810
			Taux ponte %	34,8	60,7	52,0	52,0	51,5	43,0	49,2

On constatera que les résultats sont assez variables, mais que, à une exception près, ils sont satisfaisants, se rapprochant des normes moyennes.

Les très faibles performances enregistrées chez l'éleveur n° 3 sont vraisemblablement dues à une alimentation irrégulière et insuffisante.

## V. Les problèmes de gestion

La meilleure garantie pour assurer la vie d'un Centre d'appui réside dans sa capacité de dépendre le moins possible de l'extérieur, pour ne se consacrer qu'au développement de la région qu'il veut desservir. Pour cela, il faut que deux conditions soient remplies :

- indépendance financière du centre par l'autofinancement.
- statut permettant au centre de vivre et de se développer.

### A. GESTION FINANCIERE

Dès le début de l'année 1984, le Centre d'Elevage de Musambira devra assurer son autofinancement par la couverture de ses dépenses par ses recettes. Un budget prévisionnel a été établi, basé sur la diffusion de 5 000 poulettes et coquelets par an, provenant de l'achat de 10 000 poussins de 1 jour.

#### 1. Dépenses prévues

##### 1.1. Frais variables

— poussins 1 jour: $10\ 000 \times 50\ F =$ .....	500 000 F
— pétrole: $0,2\ l \times 10\ 000 \times 78\ F =$ .....	156 000 F
— aliments 1 <sup>er</sup> âge: $1,8\ kg \times 10\ 000 \times 25\ F =$ .....	450 000 F
— aliments engraissement: $3,5\ kg \times 4\ 000 \times 23\ F =$ .....	322 000 F
— sous-total: .....	1 428 000 F

##### 1.2. Frais fixes directs

— produits d'élevage. ....	150 000 F
— outils, carburants, autres produits: .....	100 000 F
— entretiens divers. ....	100 000 F
— main-d'œuvre (5 ouvriers + 600 H.J): .....	430 000 F
— sous-total: .....	780 000 F

##### 1.3. Frais fixes indirects

— salaire du chef de centre (Fonction publique).....	p.m.
— adjoint: .....	100 000 F
— moto: $12\ 000\ km \times 10\ F:$ .....	120 000 F
— frais administratifs: .....	30 000 F
— sous-total. ....	250 000 F

##### 1.4. Total général

2 428 000 F, arrondi à .....	2 500 000 F
------------------------------	-------------

#### 2. Recettes espérées

##### 2.1. Animaux

— volailles de diffusion. $5\ 000 \times 250\ F =$ .....	1 250 000 F
— coqs de boucherie: $4\ 000 \times 285\ F =$ .....	1 140 000
— sous-total: .....	2 390 000 F

##### 2.2. Bénéfice sur vente des provendes

90 tonnes $\times 3\ 000\ F =$ .....	270 000 F
--------------------------------------	-----------

##### 2.3. Divers

location moulin, ventes œufs, matériel: .....	150 000 F
---	-----------

2.4. Total général.....	2 810 000 F
-------------------------	-------------

#### 3. Balance

- Dépenses. 2 500 000 F;
- Recettes: 2 810 000 F;
- Solde. 310 000 F.

**Remarque:** les chiffres alignés ci-dessus sont évidemment indicatifs, mais l'expérience nous montre qu'ils sont non seulement réalistes, mais qu'ils peuvent encore être améliorés en abaissant les pertes, en contrôlant l'alimentation, en réduisant la consommation de pétrole par le recours au biogaz, en diversifiant les activités, en recherchant les débouchés les plus rémunérateurs pour certains produits (poussins de chairs p. ex.). Le Centre d'Élevage de Musambira possède tous les atouts pour arriver à cela.

## B. STATUT

L'autonomie financière ne pourra être pleinement efficace que si le centre possède un statut propre lui permettant de se gérer convenablement, les principes de base étant :

- liberté de travail et d'initiative, dans le cadre d'un programme donné, pour le gérant de la gestion quotidienne.
- contrôle strict et régulier de la gestion : comptabilité, technique, action en milieu rural.
- association des autorités communales et de la population à la gestion du centre et à sa vie même.

Nous avons déposé devant les autorités compétentes un projet de statut, visant à donner au centre d'élevage de Musambira une existence légale sous forme de Régie communale. Ceci est basé sur les articles 87 et 88 de la législation sur l'organisation communale, définie par la loi du 23 novembre 1963, le décret-loi du 26 septembre 1974 et le décret-loi n° 4/75 du 30 janvier 1975.

Cette Régie serait créée par le conseil communal de Musambira, avec l'approbation du Préfet de Gitarama. Elle serait administrée par un conseil d'administration qui comprendrait les membres suivants :

- le Bourgmestre de Musambira : Président.
- le Vétérinaire de Préfecture de Gitarama : Vice-Président.
- un représentant nommé par le Préfet de Gitarama.
- deux autres membres désignés par le conseil de Musambira et agréés par le Préfet de Gitarama.

Le gérant du Centre, actuellement nommé par le Minagri et payé par la Fonction Publique, serait chargé bien entendu de la gestion quotidienne et serait désigné comme rapporteur du C.A.

Ceci n'est évidemment qu'une proposition, qui doit encore avoir l'agrément du Conseil communal de Musambira et des autorités de tutelle : Mininter, Minagri.

## VI. Conclusions

Le Centre d'Élevage de Musambira, après avoir été à un moment donné presque voué à la disparition, a su se remettre à flots grâce aux nouvelles orientations données et surtout grâce à une philosophie différente du développement rural, que l'on pourrait résumer en ces quelques lignes :

- moindre recours possible à l'aide extérieure, qu'elle soit d'origine étrangère (projets) ou nationale (subsidés).
- volonté de parvenir à l'autofinancement par des activités productives et commerciales ne concurrençant pas le milieu rural; il s'agit d'un développement non caritatif, mais responsable.
- intégration étroite du Centre dans le milieu qu'il va desservir et association de toutes les parties concernées à sa gestion : autorités, population.
- ambitions limitées, mais volonté de progrès cohérent et approche pragmatique des problèmes à résoudre.
- liberté d'initiative, mais contrôle strict et permanent.

Certes nous n'avons pas la prétention de croire que les Centres d'appuis pourront à eux seuls résoudre les problèmes énormes et complexes du développement, mais ils peuvent plus que sûrement y contribuer, en même temps que d'autres formes et organismes. C'est en tout cas une voie qui nous paraît mériter une étude sérieuse, n'excluant d'ailleurs pas la prudence, si l'on veut l'étendre à d'autres régions du pays.